

Numéro 82 - 13 juin 2016

**Établir un gouvernement antiguerre est une question de principe**

## **Disons Non à une participation canadienne au programme de défense antimissile des États-Unis**

PDF



**Établir un gouvernement antiguerre est une question de principe**

- **Disons Non à une participation canadienne au programme de défense antimissile des États-Unis**
- **Information sur le programme de défense antimissile balistique et la doctrine de frappes préventives des États-Unis**

---

**Établir un gouvernement antiguerre est une question de principe**

## **Disons Non à une participation canadienne au programme de défense antimissile des États-Unis**

Le gouvernement Trudeau s'efforce de détruire l'opinion publique canadienne contre la participation au programme de défense antimissile balistique des États-Unis. Cette opinion publique a été créée en 2004 et 2005 par les actions concertées des Canadiens contre l'adhésion à un tel programme et contre les guerres des États-Unis en Afghanistan et en Irak et plus récemment la Libye et la Syrie. Cela ne doit pas passer !

Cette opposition n'a cessé de se manifester au cours des années, notamment contre le génocide des États-Unis au Vietnam et dans la péninsule indochinoise, contre les essais de missiles de croisière au Canada sous le gouvernement libéral de Pierre Trudeau dans les années 1980 et contre le programme de « guerre des étoiles » de Reagan. Les Canadiens s'opposent à l'annexion du pays dans la Forteresse Amérique du Nord et à ce que les ressources et le territoire du Canada soient mis au service des préparatifs de guerre des impérialistes américains.



**Manifestation à Windsor lors de la Journée d'action pancanadienne contre le bouclier antimissile, 2 octobre 2004**

Ce nouvel effort d'intégration du Canada à la défense antimissile des États-Unis a été relancé au dernier « Sommet sur la sécurité nucléaire » du président des États-Unis, Barack Obama, qui s'est tenu à Washington du 31 mars au 2 avril 2016. À ce sommet, les États-Unis ont peaufiné leurs concepts intéressés de non-prolifération et de « viser à débarrasser le monde des armes nucléaires », qui désormais signifient en réalité le renforcement du monopole des États-Unis sur les armes nucléaires et les matières et technologies connexes. Les États-Unis déclarent que cette « non-prolifération » progresse alors qu'ils sont en train d'élargir leur programme de bouclier antimissile et leur capacité de frappes préventives en Amérique du Nord, dans l'Asie-Pacifique et en Europe.

Cela montre que le programme des libéraux de « vrai changement dans les relations canado-américaines » vise à accélérer rapidement l'annexion du Canada à la Forteresse Amérique du Nord sous l'imposture d'un « commandement conjoint », de la « défense de l'Amérique du Nord » et joue sur l'alarmisme sans vergogne des prétendues menaces des « États voyous ». Loin de défendre la sécurité des peuples du Canada, des États-Unis et du monde, le gouvernement de guerre libéral pousse à une plus grande intégration à la machine de guerre américaine précisément à un moment où l'élite dirigeante des États-Unis est à mettre en place une présidence Clinton qui menace de frappes préventives l'Iran et la Syrie et veut élargir la stratégie agressive américaine du « pivot vers l'Asie ».



À cette fin, depuis plusieurs années, les libéraux et des universitaires et des experts des impérialistes américains ont préparé le terrain pour raviver un débat dangereux que les Canadiens considèrent comme clos depuis 2005. Ce nouvel effort s'inscrit dans le cadre de l'examen de la politique de défense du gouvernement lancé le 6 avril 2016 dans lequel il demande que le Canada revoie sa décision de ne pas participer au système de défense antimissile balistique des États-Unis « étant donné l'évolution des technologies et des menaces ».

Dans le cadre de cet examen de la politique de défense, le gouvernement a aussi créé un groupe consultatif ministériel de quatre personnes dont fait partie Bill Graham, l'ancien ministre de la Défense sous le gouvernement libéral de Paul Martin. Graham a été un ardent défenseur du programme de défense antimissile à l'époque et a récemment déclaré regretter que le gouvernement ait dû s'en retirer sous la pression de l'opinion publique des Canadiens. En 2014, Graham a déclaré cyniquement à un comité sénatorial que c'était l'opinion négative qu'avaient les Canadiens de Bush qui avait forcé le gouvernement à rester en dehors de ce programme de défense. « Si cela avait été le président Obama qui l'avait demandé à sa manière, qui sait si nous n'aurions pas dit oui », avait déclaré Graham.



Les libéraux veulent détruire l'unité dans l'action des Canadiens contre la guerre et l'annexion en suscitant la peur que la non-participation du Canada à la défense antimissile des États-Unis est en réalité une menace pour la souveraineté du Canada. Lors des réunions du Comité permanent de la défense nationale de la Chambre des communes en mars et avril devant lequel témoignaient des représentants des Forces armées canadiennes et des experts de la défense, les députés libéraux ont envisagé des scénarios cauchemardesques de missiles d'origine inconnue se dirigeant vers des villes canadiennes et leur ont demandé ce que le Canada pourrait faire dans une telle situation. Selon les libéraux et ces

experts militaires, une fois qu'un missile est identifié, la décision de l'intercepter au moyen du système de défense antimissile américain appartiendrait uniquement aux États-Unis.

Ces idées ne reflètent pas une conception moderne de la sécurité et sont une insulte à l'intelligence des Canadiens. Quand il s'agit de l'intégration dans l'appareil militaire américain, on sait très bien qui commande. Mais surtout, les Canadiens doivent garder à l'esprit que ces scénarios grossiers visent à semer la confusion, à balayer l'opposition à la propagande belliciste et sont sans rapport avec la réalité. Revendiquer le « droit » de procéder à des frappes préventives et bombarder des villes sont des concepts caractéristiques de la doctrine Bush et de la doctrine Obama. Ces concepts sont la caractéristique des guerres américaines et ont produit les bombardements nucléaires américains des villes d'Hiroshima et de Nagasaki les 6 et 9 août 1945 et le massacre sans précédent de plus d'un million de Japonais.

Aux mots d'ordre du gouvernement de « défense de l'Amérique du Nord » et de « sécurité partagée », qui visent à accélérer les préparatifs de guerre, les Canadiens répondent avec un mot d'ordre qui leur appartient : Notre sécurité réside dans notre lutte pour les droits de tous ! Notre sécurité et notre avenir forment un tout pour défendre les droits, pour s'unir aux peuples du monde pour défendre leur droit d'être contre les préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale de l'impérialisme américain. Dans l'article ci-dessous, *LML* donne des informations sur le programme de défense antimissile balistique des États-Unis et leur doctrine de frappe préventive.

*Le Canada a besoin d'un gouvernement antiguerre !  
Disons Non à une participation canadienne au programme de défense  
antimissile des États-Unis!  
Notre sécurité réside dans la lutte pour les droits de tous !*



---

## **Information sur le programme de défense antimissile balistique et la doctrine de frappes préventives des États-Unis**

Le programme de défense antimissile balistique des États-Unis est un élément clé du chantage nucléaire que les impérialistes américains exercent contre les peuples du monde depuis les infamies commises à Hiroshima et Nagasaki en août 1945. Les efforts des États-Unis pour consolider leurs systèmes de défense antimissile en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique visent à accroître leur capacité de mener des frappes préventives et de se protéger en cas de riposte.

### **La doctrine des frappes préventives**

Le régime de George W. Bush a mis de l'avant la doctrine de frappes préventives dans une déclaration du 1er juin 2002. Bush avait dit : « Si nous attendons que les menaces se concrétisent pleinement, il sera déjà trop tard. » Il a appelé les forces armées à « être prêtes à frapper à tout moment » et les Américains à « être prêts à une action préventive si nécessaire ».

Cette doctrine est également présente dans le Bilan de la situation nucléaire des États-Unis de 2002, un « bilan prescrit par la loi qui établit la politique, la stratégie, la capacité et le dispositif des forces nucléaires » pour une période de cinq ans. À ce moment-là, le *Washington Post* avait indiqué : « Le bilan révèle clairement un tournant de la part de l'équipe Bush vers une stratégie de prévention, qui comprend le recours aux armes nucléaires si nécessaire ». Cette stratégie a été adoptée sous prétexte de protéger le pays contre les « États voyous », et mentionne la Russie, la Chine, l'Irak, l'Iran, la République populaire démocratique de Corée, la Libye et la Syrie comme cibles potentielles.

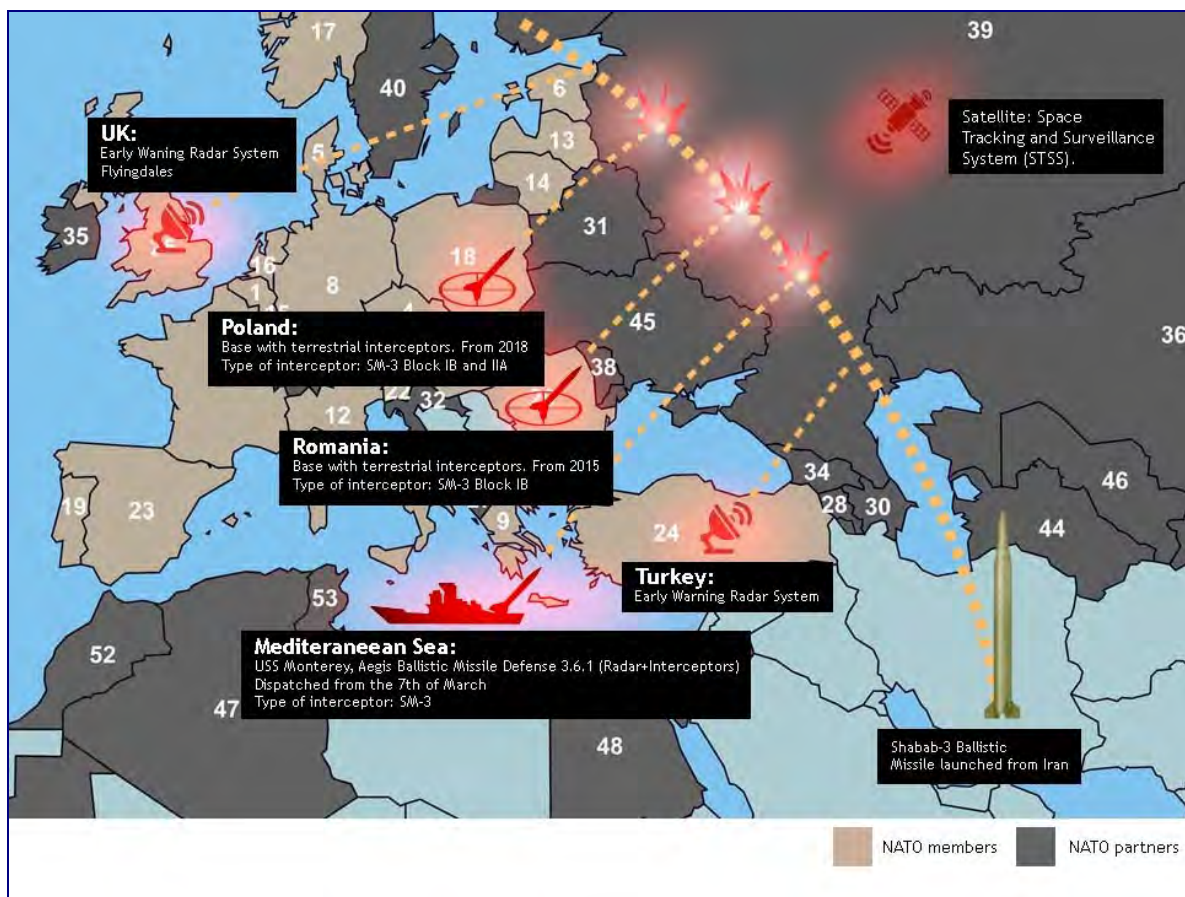
Le régime Obama n'a jamais répudié cette doctrine et son Bilan sur la situation nucléaire de 2010 a maintenu le statu quo. La politique de frappes préventives n'a pas été modifiée et a reçu une justification explicite dans le contexte « de l'évolution et de la prolifération d'armes biologiques et de la capacité des États-Unis de contrer cette menace ». La justification juridique pour les frappes préventives a été réaffirmée encore récemment dans un discours du 1er avril de Brian Egan, l'avocat principal du département d'État de l'administration Obama. Egan y élabore le concept d'« imminence » pour expliquer les circonstances dans lesquelles les États-Unis pourraient justifier d'un point de vue juridique des frappes préventives au nom de la légitime défense.

« L'absence de preuves spécifiques quant à l'endroit précis où une attaque va se produire et la nature précise de cette attaque n'exclut pas qu'on puisse conclure qu'une attaque est imminente aux fins d'exercer le droit à la légitime défense, à condition qu'il existe une base raisonnable et objective permettant de conclure à l'imminence d'une attaque armée », a dit Egan.

Selon un article de la Associated Press du 4 juin 2015, l'administration Obama a mis en place des plans d'attaques « anti-forces » qui utilisent des missiles conventionnels dans des attaques préventives contre les armes nucléaires de la Russie et des plans de « capacités de frappe

compensatoires » consistant en des attaques nucléaires contre des cibles militaires russes.

## Développement de la défense antimissile des États-Unis



Le système de défense antimissile balistique des États-Unis en Europe (cliquer sur l'image pour l'agrandir)

Depuis la fin de la Guerre froide, la création de systèmes de défense antimissile est devenue un sujet de grande préoccupation pour l'impérialisme américain. Antérieurement, la taille et l'étendue des systèmes de défense antimissile balistique étaient restreintes en vertu d'un traité conclu entre les États-Unis et l'Union soviétique en 1972. Les États-Unis se sont retirés de ce traité en 2002 et n'ont cessé d'étendre le programme depuis.

Parmi les systèmes de défense antimissile des États-Unis existants et en développement, on compte ceux-ci.

### Défense de mi-parcours basée au sol (GMD)

Il existe présentement quatre intercepteurs GMD qui sont installés sur la base des Forces aériennes de Vandenberg en Californie et vingt-six à Fort Geely, en Alaska. Le système GMD est conçu pour abattre les missiles balistiques hors de l'atmosphère terrestre. Il fonctionne à partir de stations radar situées en Alaska, en Californie, au Royaume-Uni et au Groenland et est lié directement à NORAD, au Centre de commandement du Commandement du Nord des États-Unis de même qu'à d'autres bases aux États-Unis et à la base aérienne américaine de Shariki au Japon. Ce système est à l'essai depuis 1997 et a déjà coûté près de 40 milliards \$. Jusqu'ici, les essais d'interception ont connu davantage d'échecs que de succès. Les principaux entrepreneurs qui y participent sont Boeing, Raytheon et Northrop Grumman.

## Le système de défense antimissile Aegis ( Aegis BMD)



**Les dirigeants polonais et américains lors de la cérémonie d'inauguration du système de défense antimissile Aegis terrestre à Redzikowo, en Pologne, le 13 mai 2016**

*(Département de la Défense des États-Unis)*

Il s'agit d'un système de défense antimissile qui fonctionne à partir de navires et est conçu pour intercepter des missiles balistiques « à portée courte et intermédiaire, unitaires ou multiples ». Il existe présentement près de 33 navires Aegis BMD, dont 16 qui sont assignés à la flotte du Pacifique et 17 à la flotte de l'Atlantique. Il devrait y avoir 43 navires Aegis d'ici 2019, et un total de 80 à 97 navires en 2043. Ces navires sont dotés du système d'armement Aegis de Lockheed Martin et de missiles Raytheon. Sur 37 essais d'interception tenus entre 1997 et 2015, 31 ont été réussis.

Le système Aegis a aussi été déployé au sol et porte le nom d' « Aegis Ashore ». En mai 2016, la marine américaine et l'Agence de défense antimissile des États-Unis ont déclaré que le site de défense antimissile Aegis à Deveselu, en Roumanie, était maintenant fonctionnel. Il sera jumelé à un site Aegis en Pologne qui doit être achevé en avril 2018 et les deux sites sont sous le commandement des États-Unis et de l'OTAN.

Parmi les navires américains dotés des systèmes BMD il y a le *USS Monterey*, qui a été déployé dans la Méditerranée et dans la mer Noire en 2011. Les États-Unis ont à nouveau déployé le *Monterey* dans la Méditerranée au début de juin 2016 de même que deux porte-avions et un autre navire Aegis, le *San Jacinto*.

## Le Système de défense antimissile à haute altitude (THAAD)

Le THAAD a été développé à partir de 1992 et déployé pour la première fois en 2008. Il est conçu pour abattre des missiles balistiques à portée courte, moyenne et intermédiaire dans leur phase terminale. On le dit capable de frapper des cibles dans la partie supérieure et au-delà de l'atmosphère. Il peut être monté sur véhicule et a été déployé en Hawaï, à Guam et dans l'île de Wake. Il est conçu et fabriqué par Lockheed Martin. Le général commandant du Commandement de la défense antimissile et spatiale de l'armée a annoncé en mars 2016 qu'il est possible que le système THAAD soit déployé en Europe et au Moyen-Orient par le biais du Commandement européen des États-Unis (EUCOM) et du Commandement central (CENTCOM), ainsi qu'en Corée

du sud. La plupart des tests du système THAAD menés entre 2005 et 2012 ont été réussis.

Pendant qu'ils installent des armes nucléaires en Europe de l'Est, les États-Unis consolident aussi leur capacité de défense antimissile et par conséquent leur capacité de mener des frappes préventives dans la mer Baltique par le biais de systèmes intégrés à des navires.

### **Missiles antibalistiques Patriot**

Depuis 40 ans, le missile MIM-104 Patriot « est la pierre angulaire du système de défense des airs et par missiles de l'armée américaine », écrit *DefenseNews*. Il s'agit du « principal système de défense à moyenne et haute altitude » de l'armée américaine et on dit qu'il sera utilisé largement jusqu'en 2040. Les États-Unis ont plus de 1000 lanceurs de missiles qui sont prêts à être utilisés et plus de 200 d'entre eux ont été vendus à des « alliés » des États-Unis. Les systèmes Patriot sous le contrôle des États-Unis et de l'OTAN ont été déployés en Pologne et en Turquie. Le système a été conçu par Raytheon et chaque missile coûte environ de 2 à 3 millions \$.

*(Sources : Département de la Défense des États-Unis, Agence de défense antimissile, DefenceNews, Just Security, Association pour le contrôle des armes)*



---

**Lisez Le Marxiste-Léniniste**  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**